



ANNUAL MEETINGS

2019 | WASHINGTON DC

WORLD BANK GROUP
INTERNATIONAL MONETARY FUND

18 octobre 2019

Allocution de **KRISTALINA GEORGIEVA**,
Présidente du conseil d'administration et
directrice générale du Fonds monétaire international,
devant le conseil des gouverneurs du FMI
lors de la séance annuelle conjointe

TEXTE PRÉPARÉ POUR L'INTERVENTION

La raison d'être du FMI : donner des résultats pour tous

Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI

Séance plénière de l'Assemblée annuelle 2019 du FMI et de la Banque mondiale, 18 octobre 2019

1. Introduction

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, chers invités,

C'est un grand honneur de m'adresser à vous pour la première fois en tant que directrice générale du FMI, et plus encore de le faire en présence de James Wolfensohn, qui a mis la lutte contre la pauvreté au cœur de la Banque mondiale.

J'ai beaucoup de chance de succéder à une femme remarquable dont la vision et la passion ont rendu le FMI plus *fort*, plus *innovant* et plus *indispensable*. Merci **Christine** !

Je remercie aussi vivement **David Lipton** qui a dirigé le FMI avec talent pendant cette période de transition.

Je suis enchantée de me trouver aux côtés d'**Aiyaz Sayed-Khaiyum**, nouveau président du conseil des gouverneurs, et de **David Malpass**, président du Groupe de la Banque mondiale. C'est un privilège de me mettre avec vous au service de nos membres.

Permettez-moi pour commencer de citer **John Maynard Keynes**, un de nos pères fondateurs :

« L'économie est essentiellement une science morale et non pas une science naturelle, c'est-à-dire qu'elle fait appel à l'introspection et aux jugements de valeur. »

Ces mots montrent bien la raison d'être du FMI et de son personnel.

Au-delà de tout leur travail méthodique, c'est leur engagement à améliorer la vie des gens qui anime les membres du personnel du FMI. Ils n'appliquent pas simplement des jugements de valeur : ils s'efforcent d'**ajouter une véritable valeur**.

Dans tout ce que nous faisons, nous cherchons à établir **un lien clair entre notre travail et ce qu'il apporte à l'économie et à la population de nos pays membres**.

Je l'ai constaté personnellement lorsque le FMI est venu en aide à mon pays, la Bulgarie, lors de sa transformation économique — un pays en crise qui s'est redressé, a créé de nouveaux emplois et a relevé le niveau de vie de ses habitants.

J'ai vu à de multiples reprises à quel point la vie des gens ordinaires peut s'améliorer lorsque les transitions sont bien gérées, lorsque le FMI joue son rôle essentiel dans la promotion de politiques avisées favorisant une croissance inclusive et durable.

Et je suis consciente des responsabilités qui incombent à ma fonction, surtout à une époque où les **changements** s'accélèrent dans les domaines des technologies, du climat et de la nature du travail, pour ne citer que ceux-là.

Le changement ouvre des possibilités immenses, mais il s'accompagne aussi de risques que nous devons tous apprivoiser.

Dans ce contexte, je vois le FMI comme une importante « **ligne de transmission** » de connaissances, de ressources financières, de politiques avisées et de développement des capacités. Notre expérience et nos instruments sont un trésor qui aide les pays à tirer tout le parti des **changements** et à réduire le risque de rester à quai.

2. Perspectives mondiales

Il est toujours important de pouvoir transmettre les bons signaux, mais c'est particulièrement vrai lorsque l'économie mondiale est soumise à des vents contraires. Et de fait, après une phase d'expansion synchronisée, nous sommes aujourd'hui confrontés à un **ralentissement synchronisé**.

En raison d'une décélération dans près de **90 %** du mondeⁱ, la croissance ne devrait atteindre cette année que **3 %**ⁱⁱ, ce qui constitue le taux le plus bas depuis le début de la décennie.

Certes, l'économie mondiale continue de croître — mais trop lentement.

C'est en partie à cause des tensions commerciales qui minent désormais la confiance des chefs d'entreprise et nuisent à l'investissement. À cela s'ajoutent la montée des incertitudes, du Brexit aux tensions géopolitiques, ainsi que des pressions démographiques et un niveau d'endettement record qui freinent également la croissance.

Ces éléments sont de mauvais augure pour les perspectives à *moyen terme*, en particulier dans les pays déjà confrontés à des difficultés, dont certains mènent un programme appuyé par le FMI.

Selon nos estimations, **45** pays en développement, totalisant **près d'un milliard d'êtres humains**, connaîtront une croissance par habitant inférieure à celle des pays avancés.ⁱⁱⁱ Plutôt que de rattraper leur retard, ces pays vont encore le creuser.

Pour relever ce défi, nous devons renforcer la coopération *au sein des pays et entre eux*.

Qu'entend-on par là ?

Cela signifie que les pays doivent s'efforcer ensemble de trouver une solution *durable* en matière de **commerce** et d'empêcher les tensions de se propager à d'autres domaines critiques, tels que les monnaies et les technologies.

Une trêve ne suffit pas sur le plan commercial ; **il faut conclure la paix**.

L'annonce faite récemment par les États-Unis et la Chine constitue à cet égard un pas dans la bonne direction. Les pays doivent se donner pour objectif de bâtir un meilleur système commercial, qui soit plus juste, plus innovant et plus inclusif.

Ils doivent également forger le consensus **national** et veiller à adopter une **approche plus équilibrée** pour appuyer la croissance.

Si la croissance ralentit, la politique monétaire doit continuer de la soutenir ; mais nous savons tous qu'elle n'y suffira pas. Dans les pays disposant d'espace budgétaire, la **politique budgétaire** doit jouer un rôle plus actif.

Mais surtout, les pays doivent s'engager résolument sur la voie de **réformes structurelles** favorisant la productivité et la résilience.

Citons par exemple l'abaissement des obstacles à l'entrée dans le secteur des services, la réduction des discriminations à l'égard des femmes sur le marché du travail, ou la modernisation de la législation pour réduire les charges administratives et lutter contre la corruption.

Les réformes structurelles ne sont **jamais faciles à mener** ; elles nécessitent parfois de s'attaquer à des intérêts particuliers profondément ancrés. Et elles nécessitent d'attacher une grande attention aux conséquences pour les catégories vulnérables.

Mais elles sont indispensables pour éviter l'enlisement dans une **croissance médiocre** et pour promouvoir la productivité, la création d'emplois et l'augmentation des revenus.

En quoi le FMI peut-il *vous* aider à y parvenir ?

3. Renforcer le lien entre les politiques et les gens

En renforçant encore **le lien entre les politiques et la vie des gens**. En donnant des résultats pour *vous*.

Je distingue **trois priorités** :

a) Paramètres économiques fondamentaux

La première est de se concentrer sur les paramètres économiques fondamentaux.

Pour le personnel du FMI, c'est toujours le point de départ — toujours garder à l'esprit que les politiques économiques, aussi avisées soient-elles, ne constituent pas une fin en soi, mais un moyen de bâtir des sociétés plus prospères.

J'ai constaté moi-même le pouvoir des *bonnes* politiques et les conséquences des *mauvaises* : pendant la crise monétaire bulgare des années 90, à cause de l'hyperinflation, ma mère a perdu **98 %** de l'épargne de toute une vie.

J'y repense toujours lorsque j'examine des programmes de réforme économique.

La **Jamaïque** constitue un bon exemple. Deux programmes appuyés par le FMI y ont donné des résultats concrets : la dette publique a été réduite de 50 % du PIB, le chômage est au plus bas et l'inflation a été stabilisée.

Je tiens à féliciter le gouvernement jamaïcain qui s'est montré particulièrement créatif pour susciter l'adhésion de la population, en recourant au reggae pour communiquer sur les avantages d'un faible taux d'inflation.

C'est en mettant l'accent sur les résultats que **le FMI affûte sans cesse son approche** : en améliorant la conception de nos programmes de *prêt*, notamment en accordant davantage de prêts sans intérêt aux pays à faible revenu ; en améliorant notre *surveillance* pour en renforcer l'efficacité ; et en intégrant davantage le développement des capacités à nos activités de surveillance et de prêt.

Compte tenu des perspectives fragiles, nous devons *aller plus loin*.

Nous devons nous soucier encore davantage des pays qui pâtiraient le plus d'une récession, tels que les pays fragiles, et utiliser encore plus efficacement les outils à notre disposition, dont les **instruments de précaution**.

Mais surtout, nous devons veiller à ce que notre action soit encore plus adaptée aux **circonstances de chaque pays**. Nous pourrions ainsi encore mieux vous servir.

b) Croissance inclusive

La deuxième priorité consiste à mettre l'accent sur ce qui intéresse le plus les gens dans leur quotidien.

Des emplois mieux payés et de meilleure qualité, un meilleur accès au crédit, plus de débouchés pour les femmes et les jeunes : dans tous ces domaines, il est nécessaire de mener des réformes plus ambitieuses et d'augmenter les investissements publics et privés.

Les pays **rendront ainsi leur économie plus compétitive et plus inclusive**. L'objectif est de déployer le plein potentiel du capital humain dans *tous* les pays.

En d'autres termes, pour qu'un pays soit riche *demain*, il doit investir dans sa population *dès aujourd'hui*.

Il est donc heureux que le FMI ait renforcé considérablement son action en matière de **dépenses sociales**.

Au Ghana, il aide à dégager de l'espace budgétaire au profit des dépenses d'éducation. En Géorgie, il appuie les efforts visant à relever le montant minimum des retraites publiques. En Égypte, il contribue au développement d'un programme de transferts monétaires destinés aux ménages défavorisés^{iv}.

Et dans de nombreux pays, il aide à augmenter les recettes publiques, ce qui est essentiel pour avancer dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Nous maintiendrons cet élan et continuerons à nous appuyer sur nos atouts. Avec des pays membres sur toute la planète, nous avons une perspective *internationale* sans égale, de même qu'une perspective *temporelle* sans pareille, forte d'une expérience de 75 ans que nous fêtons cette année.

L'histoire nous enseigne également que notre réussite dépend de **partenariats solides**, y compris avec d'autres organisations internationales telles que la Banque mondiale.

Voyez ce que nous avons déjà réalisé ensemble : des allègements de la dette dans des pays à faible revenu, des évaluations de la stabilité financière dans une grande variété de

pays, ou encore un dialogue efficace sur les technologies financières et leurs implications pour *tous* les pays.

Je m'engage à travailler avec David Malpass pour élargir encore notre collaboration dans des domaines clés sur le plan macroéconomique, ainsi que sur le terrain dans les pays sous programme.

c) Raviver la coopération internationale

J'en arrive ainsi à ma troisième priorité : **raviver la coopération internationale**.

J'ai toujours admiré la détermination du FMI à **jeter des ponts entre les nations**. Même si certains pays rechignent à présent à tendre la main au-delà des frontières, l'économie mondiale devient de plus en plus interdépendante.

De très nombreux problèmes ne pourront être traités efficacement que par la collaboration. Les **changements climatiques** en sont un exemple. À cet égard, je constate avec grand plaisir que le FMI poursuit ses travaux en matière d'atténuation et d'adaptation, et plus particulièrement en ce qui concerne la tarification du carbone et le renforcement de la résilience.

Le **commerce** nécessite également *plus* de coopération internationale, et non le contraire.

Il en va de même pour la fiscalité des entreprises, la réglementation financière et la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

À l'heure où les incertitudes sont au plus haut, nous avons également besoin d'un dispositif mondial de sécurité financière solide, qui s'articule autour d'un FMI doté de ressources adéquates.

La **préservation** de la solidité financière du FMI constitue **une priorité absolue**, tout comme la poursuite des initiatives visant à faire en sorte que la gouvernance du FMI reflète de plus en plus le dynamisme des pays membres.

Sur ce point essentiel, j'ai le plaisir de vous informer que ce matin, **le CMFI a approuvé un ensemble de mesures** veillant à ce que le FMI continue de disposer de ressources suffisantes pour garantir pleinement qu'il peut accorder une aide adéquate à ses pays membres et à ce que les réformes des quotes-parts et de la gouvernance se poursuivent dans le cadre de la 16^e révision générale des quotes-parts

Un FMI réellement représentatif de ses membres et disposant de ressources suffisantes sera encore plus en mesure de répondre à vos besoins.

Pour être plus efficace, le FMI doit également continuer de **tirer des enseignements** de son expérience et, parallèlement, de poursuivre sa **modernisation** en rationalisant ses systèmes, en exploitant les nouvelles technologies et en renforçant encore la **diversité** de son personnel, qui est le meilleur atout de l'organisation. *Votre* meilleur atout.

Je tiens à remercier sincèrement les membres du personnel du travail qu'ils mènent sans relâche pour *votre* compte.

Je tiens également à remercier mon équipe de direction, de même que nos administrateurs. Merci de m'avoir accordé votre confiance.

4. Conclusion

Servir nos 189 pays membres, grands ou petits, riches ou pauvres, est le plus grand honneur qui m'ait été donné.

Moi qui ai grandi derrière le rideau de fer, je n'aurais jamais imaginé être un jour à la tête du FMI. Cette expérience le prouve :

Rien n'est impossible. **Le changement ne s'arrêtera pas.** Nous pouvons bâtir un monde meilleur.

Je vous remercie.

ⁱ Mesurée par le PIB réel (calculé en parités de pouvoir d'achat).

ⁱⁱ Rapport du FMI : *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2019.

ⁱⁱⁱ *ibid.*

^{iv} Document d'orientation du FMI (2019) : *Une stratégie pour le FMI en matière de dépenses sociales.*